

Cote du document: EB 2010/101/R.37/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 14 e) vi)
Date: 15 décembre 2010
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de don à la République du Yémen pour le

Projet d'investissement dans le secteur de la pêche

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Omer Zafar

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2348
courriel: o.zafar@ifad.org

Transmission des documents:

Liam F. Chicca

Fonctionnaire responsable
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2462
courriel: l.chicca@ifad.org

Conseil d'administration — Cent unième session
Rome, 14-16 décembre 2010

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

BIIsD	Banque islamique de développement
EOF	Fonds pour la création de possibilités économiques
PDRP	Plan de développement pour la réduction de la pauvreté
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
UE	Union européenne

République du Yémen

Projet d'investissement dans le secteur de la pêche

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Pays bénéficiaire du don:	République du Yémen
Organisme d'exécution:	Fonds pour la création de possibilités économiques (EOF)
Coût total du projet:	30,9 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	5,8 millions de DTS (équivalant approximativement à 9,1 millions d'USD)
Cofinanceurs:	Banque islamique de développement (BIsD) Union européenne (UE) Institutions de microfinancement (IMF) EOF
Montant du cofinancement:	BIsD: équivalant à 11,3 millions d'USD UE: équivalant à 5,3 millions d'USD EOF: équivalant à 2,8 millions d'USD IMF: équivalant à 0,8 million d'USD
Conditions du cofinancement:	BIsD: prêt UE: don IMF: prêt EOF: apport en capital
Contribution du pays bénéficiaire du don:	0,1 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,5 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don à la République du Yémen pour le Projet d'investissement dans le secteur de la pêche, telle qu'elle figure au paragraphe 40.

Proposition de don à la République du Yémen pour le Projet d'investissement dans le secteur de la pêche

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Le projet exploite l'opportunité de créer de la valeur ajoutée et d'accroître les revenus dans l'ensemble de la filière des pêches, à l'intention en particulier des pêcheurs pauvres, et de mettre en place des mesures de protection des ressources pour inverser la surexploitation des espèces recherchées. À cette fin, il investira dans la gestion durable des ressources, modernisera la filière des pêches, en renforcera l'intégration verticale, et développera l'aquaculture.
2. Le projet répond aux trois priorités principales du gouvernement et du FIDA, à savoir: i) réaliser des investissements favorables aux pauvres et cohérents avec les politiques de réduction de la pauvreté et de croissance économique du gouvernement et les objectifs stratégiques du FIDA; ii) mettre en œuvre une démarche de développement impulsée par le secteur privé; et iii) gérer les ressources de développement de façon transparente et efficiente sur la base d'un partenariat public-privé.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

3. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Yémen, au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, un don d'un montant de 5,8 millions de DTS (équivalant approximativement à 9,1 millions d'USD), pour contribuer au financement du Projet d'investissement dans le secteur de la pêche.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

4. L'allocation fixée pour le Yémen au titre du SAFP est de 32,1 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP 2010-2012. Le financement proposé s'inscrit dans cette allocation.

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

5. Le projet est compatible avec le cadre national de dépenses à moyen terme du gouvernement, défini dans le Plan de développement pour la réduction de la pauvreté (PDRP) 2006-2010.

Corrélation avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoints

6. Le projet est conforme au PDRP du gouvernement, qui considère la croissance économique pilotée par le secteur privé comme le principal instrument de réduction de la pauvreté, et encourage les partenariats avec le secteur privé, l'efficacité dans le secteur de la pêche, les entreprises rurales et les services de microfinance.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

7. Au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, la République du Yémen est actuellement classée dans la catégorie "rouge" et est donc éligible à une assistance financière du FIDA intégralement sous forme de dons.

Flux de fonds

8. Les fonds provenant du don du FIDA seront acheminés par l'intermédiaire d'un compte désigné ouvert en faveur du Fonds pour la création de possibilités économiques (EOF) pour le financement des dépenses admissibles. Le compte désigné sera ouvert auprès d'une banque ayant l'agrément du FIDA. Les flux financiers seront basés sur les programmes de travail et budgets annuels approuvés, et feront l'objet d'un audit annuel indépendant.

Modalités de supervision

9. Le projet sera supervisé directement par le FIDA. Le FIDA administrera le don, supervisera le projet et fournira un appui à l'exécution du projet, selon les besoins. Deux missions au moins seront organisées chaque année, dont une mission de supervision complète et une mission de suivi. La supervision directe par le FIDA comprendra des modules couvrant tous les aspects relatifs à la conformité fiduciaire.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

10. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

11. Le projet sera géré par un partenariat public-privé, l'EOF, qui sera créé pour améliorer la situation économique des pauvres, hommes et femmes, dans les zones rurales. Dans ses opérations, l'EOF appliquera les principes de la bonne gouvernance, de l'équité, de l'efficacité, de la transparence, de la durabilité, de la déontologie et de la responsabilité sociale de l'entreprise. L'organigramme de l'EOF comprend une unité d'audit interne relevant directement du directeur général.
12. Plusieurs mesures supplémentaires seront prises pour renforcer le dispositif de gouvernance. Les organisations de pêcheurs participeront à la prise de décision, à la planification, à la mise en œuvre et au suivi, tandis que l'Union des coopératives de pêcheurs sera renforcée afin de représenter efficacement ses membres au niveau des politiques, des opérations et du plaidoyer. L'EOF établira un système de freins et de contrepoids afin de contrôler la gestion financière, complété par des audits annuels exécutés par des commissaires aux comptes externes. Les évaluations et études d'impact seront sous-traitées à des institutions extérieures afin d'en garantir l'objectivité. Enfin, un mécanisme de doléance sera mis en place pour permettre aux pêcheurs de contester les décisions administratives qu'ils jugeraient défavorables.

C. Groupe cible et participation**Groupe cible**

13. Dans les zones côtières des gouvernorats retenus, les groupes cibles du projet seront les petits pêcheurs (propriétaires et équipages de petites embarcations), les organisations de pêcheurs, et les ménages pauvres désireux de se lancer dans l'aquaculture ou dans la création de microentreprises pour répondre à la demande du marché des biens et services.

Méthode de ciblage

14. Le projet appliquera les mécanismes prévus dans la politique du FIDA en matière de ciblage, de manière à accorder la priorité aux pêcheurs pauvres dans l'accès aux investissements, notamment: i) un ciblage géographique privilégiant les gouvernorats de la côte ayant un niveau de pauvreté élevé; ii) des mesures de facilitation afin d'assurer l'engagement des agents d'exécution et des prestataires de services envers l'objectif du soutien aux pauvres; iii) l'autociblage des activités hors pêche peu susceptibles d'intéresser les catégories aisées de la population; et iv) un ciblage direct visant à garantir que les premiers bénéficiaires de la formation et du matériel permettant d'améliorer la manutention du poisson soient les pauvres eux-mêmes.

Participation

15. Le projet mettra en œuvre une approche participative, en particulier pour le choix des bénéficiaires et des investissements dans l'infrastructure. Les organisations de pêcheurs participeront à la planification et à l'exécution du projet; elles seront propriétaires des infrastructures et des actifs productifs créés, et responsables de leur gestion et de leur exploitation. Une interaction formelle entre les organisations de pêcheurs et l'EOF sera organisée périodiquement afin d'assurer que les priorités stratégiques et opérationnelles du projet répondent aux préoccupations des groupes cibles. Les bénéficiaires du volet microentreprises seront choisis selon un processus participatif permettant d'identifier, au sein des communautés de pêcheurs, des ménages vulnérables capables d'entreprendre ce genre d'activité. Le système de suivi-évaluation du projet comportera des mécanismes de suivi à participation communautaire.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

16. Le projet a pour but d'améliorer la situation économique des ménages de petits pêcheurs. Son objectif est de créer des opportunités économiques diversifiées et durables pour les pauvres des deux sexes appartenant aux communautés de pêcheurs.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

17. Le projet appliquera, dans le secteur de la pêche, les politiques du gouvernement en matière de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Il améliorera la gouvernance et la gestion des pêches en renforçant les capacités des acteurs clés (Ministère de la pêche, coopératives de pêcheurs et Union des coopératives de pêcheurs) ainsi que leurs relations mutuelles.
18. Les objectifs institutionnels du projet sont de renforcer l'EOF, d'autonomiser les coopératives de pêcheurs dans leur rôle d'institutions locales représentatives au service de leurs adhérents, et d'élargir l'implantation des institutions de microfinance dans les zones rurales.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

19. Le projet est cohérent avec le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010 et avec le programme d'options stratégiques pour le Yémen (2008-2013). Il respecte toutes les politiques applicables du FIDA en matière de développement du secteur privé, de ciblage, d'équité entre les sexes, de finance rurale et d'évaluation environnementale et sociale. Enfin, il fait partie intégrante du programme de pays au titre du cycle 2010-2012 du SAFF.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

20. Le concept du projet, élaboré conjointement par le FIDA et le gouvernement, est étroitement aligné sur le PDRP 2006-2010 du gouvernement.

Harmonisation avec les partenaires du développement

21. Le projet a été conçu en coordination et en synergie avec les partenaires intervenant dans le secteur de la pêche, notamment la Banque mondiale et l'Union européenne (UE). Il est complémentaire des projets de soutien des pêches, de la finance rurale et de la microentreprise, financés par des institutions multilatérales et bilatérales au Yémen. Il sera cofinancé par la Banque islamique de développement (BIsD) et l'UE.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

22. Les deux composantes des investissements sont les suivantes: la gestion durable des ressources et le développement de la filière.

Catégories de dépenses

23. Les sept catégories de dépenses sont les suivantes: infrastructure (13% des dépenses); véhicules, matériel et fournitures (3%); formation, assistance technique et services contractuels (25%); instruments financiers (43%); études (9%); salaires et indemnités (6%); et exploitation et entretien (1%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

24. Le projet sera géré par l'EOF, dont le conseil d'administration se compose de représentants des secteurs public et privé.

Responsabilités en matière d'exécution

25. Le projet sera exécuté par des prestataires de services contractuels qui seront soumis à des obligations de performance et de résultats. Ces prestataires comprendront: i) des institutions publiques préselectionnées, telles que l'Office de recherche halieutique, les autorités des pêches, le Centre de recherche en aquaculture, l'Office général d'investissement et le service de promotion des petites et moyennes entreprises; ii) des structures du secteur privé, telles que les organisations de pêcheurs, transformateurs/exportateurs, sociétés d'ingénierie, entreprises de construction, institutions de microfinance (en particulier la Banque Al-Amal de microfinance) et compagnies d'assurance. La passation des marchés et des contrats avec les prestataires de services respecteront les directives pertinentes du gouvernement, du FIDA et des cofinanceurs.

Rôle de l'assistance technique

26. Le projet financera l'assistance technique nécessaire au développement des systèmes et au renforcement des capacités. Cette assistance se concentrera sur la gestion durable des ressources (conformité à la réglementation, gestion des risques, recherche halieutique et gestion des pêches), le développement de la filière (renforcement des coopératives de pêcheurs et développement de l'aquaculture) et les services financiers (produits financiers à l'intention des communautés côtières).

Situation des principaux accords d'exécution

27. L'EOF conclura des contrats avec des prestataires de services pour l'exécution des activités du projet, et des accords de partenariat avec des projets et des institutions complémentaires poursuivant des objectifs similaires. Ces contrats seront établis, négociés et signés en cours d'exécution, selon les besoins.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

28. Le coût total du projet est de 30,9 millions d'USD sur une durée de six ans. Les sources de financement sont les suivantes: FIDA (29%), BIsD (37%), UE (17%), EOF (9%), bénéficiaires (5%), IMF (2%) et gouvernement (1%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

29. Le projet devrait bénéficier directement à 45 000 ménages comprenant environ 360 000 personnes par l'augmentation soutenue des revenus et des possibilités d'emploi. Il apportera aussi toute une gamme d'avantages importants concernant l'environnement, la gestion des pêches, la gouvernance et les conditions sociales.

Viabilité économique et financière

30. Le taux de rentabilité économique interne du projet est de 32% et sa valeur actuelle nette s'élève à 105,1 millions d'USD sur une période d'analyse de 15 ans. C'est un projet assez robuste en cas de retards dans la matérialisation des avantages ou de dépassements de coûts imprévus.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

31. Le projet introduira de nouvelles approches en matière de développement des filières, de financement des investissements et d'arrangements institutionnels au Yémen. Les connaissances acquises par l'EOF, les institutions publiques et l'équipe de pays du FIDA seront appliquées pour améliorer l'exécution et partager l'expérience des opérations. Les résultats de la recherche sur les pêches et l'aquaculture seront publiés. Le projet contribuera à la mise en réseau des savoirs aux niveaux du pays, de la région et du FIDA.

Innovations en matière de développement

32. Le projet assurera la promotion des quatre innovations suivantes: i) recours à un partenariat public-privé pour gérer le projet à l'appui de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté; ii) investissement dans la gestion durable des ressources grâce aux gains économiques provenant de la valeur ajoutée créée par rapport aux niveaux de production existants; iii) introduction d'une modalité de financement par le capital-risque du développement de l'infrastructure de production; et iv) expansion de la fourniture de services financiers aux zones côtières.

Approche d'élargissement

33. Le projet est conçu pour créer des possibilités d'expansion, de reproduction, d'adaptation et de soutien méthodiques des investissements dans la bonne gestion des ressources et le développement de la filière à la fois dans le temps et dans l'espace. Par sa modalité de recours au capital-risque pour les investissements dans les complexes intégrés de débarquement et autres opérations, et par ses instruments prospectifs de gestion des ressources, le projet créera les itinéraires, moteurs et espaces nécessaires à l'application à plus grande échelle, tandis que le partenariat public-privé de l'EOF est configuré de façon à mobiliser des ressources supplémentaires auprès d'autres bailleurs de fonds.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

34. Le projet est exposé à plusieurs risques majeurs, qui ont été atténués lors de la conception du projet ou qui seront transférés à des tiers: i) des risques sécuritaires, atténués grâce au choix attentif des sites du projet; ii) des risques de piraterie, atténués au moyen de la planification de la gestion des pêches, du matériel de sécurité embarqué et des produits d'assurance; iii) des risques liés à la restructuration du Ministère de la pêche, atténués par la garantie qu'il est possible de mener diverses activités de gestion des ressources au sein de la structure existante; iv) des faiblesses institutionnelles, atténuées par le fait que le projet sera géré par l'EOF et exécuté par des prestataires de services en sous-traitance; et v) des risques de gouvernance, atténués grâce au renforcement des organisations de pêcheurs et à l'assurance qu'ils participeront à la planification et à l'exécution.

Classification environnementale

35. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie A compte tenu des plans prévus pour développer l'infrastructure des zones côtières. Étant donné que l'emplacement précis des investissements ne sera décidé qu'en cours d'exécution, une évaluation provisoire de l'impact environnemental a été menée afin de déterminer les écosystèmes vulnérables de la zone côtière, de donner des directives pour la conception d'installations de débarquement respectueuses de l'environnement et de proposer un plan de gestion environnementale pour les complexes de débarquement intégrés.

K. Durabilité

36. Les considérations suivantes relatives à la stratégie de sortie et à la durabilité après achèvement du projet sont intégrées dans la conception du projet: i) la durabilité institutionnelle est garantie par l'EOF, qui acquerra progressivement l'autonomie financière; ii) la gestion durable des ressources sera soutenue par le système de permis associé à des techniques de gestion des pêches à bas coûts; iii) l'intégration verticale de la filière créera des incitations financières qui favoriseront la collaboration entre les organisations de pêcheurs et les transformateurs/exportateurs; et iv) la gestion professionnelle des contrats avec le secteur privé garantira la gestion durable de l'infrastructure.

II. Instruments juridiques et autorité

37. Un accord de financement entre la République du Yémen et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
38. La République du Yémen est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
39. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

40. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Yémen un don d'un montant équivalant à cinq millions huit cent mille droits de tirage spéciaux (5 800 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Fisheries Investment Project"

(Negotiations concluded on 27 November 2010)

Grant Number: _____

Project Title: Fisheries Investment Project (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Republic of Yemen (the "Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS:

A. The Recipient has requested financing from the Fund for purposes of partially financing the Project described in schedule 1 to this Financing Agreement;

B. The Islamic Development Bank (the "IDB") intends to extend financing in the form of a loan (the IDB loan) to the Recipient of approximately eleven million three hundred thousand United States Dollars (USD 11 300 000) equivalent to assist in co-financing the Project on terms and conditions to be set forth in an Agreement (the "IDB Financing Agreement") between the Recipient and the IDB;

C. In order to provide additional financing for the implementation of the Project, the Fund will receive a contribution from the European Community which the Fund has agreed to make available to the Recipient, in the form of a Grant and in the amount of four million and five hundred thousand Euro (EUR 4 500 000 which includes IFAD's administrative and management fees), in accordance with the terms of the Contribution Agreement to be entered between the Fund and the Commission of the European Communities; and

D. The Fund adheres to the principles and guidelines as set out in the Financial and Administrative Framework agreement (FAFA) entered into between the EU and the UN of 29 April 2003 and to which the Fund acceded in 27 September 2004.

NOW THEREFORE the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Grant to the Recipient (the "Financing"), which the Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Grant is five million eight hundred thousand special drawing rights (SDR 5 800 000).

2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st January.

3. There shall be a Designated Account in USD for the purpose of financing the Project. The Designated Account shall be opened and maintained in the Central Bank of Yemen or in a commercial bank licensed by the Central Bank of Yemen, acceptable to IFAD. Upon the Recipient's request, IFAD shall make one or more withdrawals of up to USD 1 300 000 in the aggregate from the Grant account on behalf of the Recipient and deposit such amount in the Designated Account. The Designated account shall be operated by EOF and shall be protected against set off, seizure or attachment on terms and conditions proposed by the Recipient and accepted by IFAD.

4. There shall be a Project Account in YER for the benefit of the Project in a commercial bank acceptable to the Fund or in the Central Bank. This account shall be used for local expenditures. The Chief Executive Officer and the Chief Financial Officer of the Economic Opportunities Fund (EOF) will be authorized to operate the account.

5. The Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of one hundred forty thousand United States dollars (USD 140 000) equivalent.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Economic Opportunities Fund (the EOF).

2. The following are designated as additional Project Parties (stake holders): contracted service providers; pre-selected public institutions such as the Ministry of Fish Wealth (MFW), the Fisheries Research Authority (FRA), the Fisheries Authorities (FAs), the Yemen Coast Guard, the Aquaculture Research Authority, the General Investment Authority (GIA) and the Small and Medium Enterprise Promotion Service (SMEPS), as well as private sector entities such as fishers' organizations, processors/exporters, engineering companies, construction firms, microfinance institutions (particularly Al Amal Microfinance Bank) and insurance companies.

3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Grant will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

- (a) The Project Implementation Manual, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
- (b) Any competent authority has taken action for the dissolution of the EOF, the modification of the distribution of membership between public and private sectors of the EOF's Board of Directors, or the merging of the EOF with any other institution; and the Fund has determined that any such event listed above is likely to have a material adverse effect on the Project.
2. (a) The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
- (i) The composition of the Board of Directors of EOF is approved by IFAD;
- (ii) The EOF's CEO and CFO will be selected on competitive basis, and their respective nominations are approved by IFAD.
- (b) The following is designated as an additional specific condition precedent to withdrawal under Component 1 (Sustainable Resource Management): The Fisheries Authorities (FA) and the Fisheries Research Authority (FRA) are established and staffed.
3. This Agreement is subject to ratification by the Recipient.
4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

International Fund for
Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

Minister for Planning and International
Cooperation
Ministry of Planning and International
Cooperation
P.O. Box 175
Sana'a, Republic of Yemen

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Recipient.

For the Fund

For the Recipient

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The project's direct target groups consist of i) small fishers (small boat owners and crew members), ii) fishers' organizations and, iii) poor households (particularly with entrepreneurial young women and men) which are interested to develop aquaculture or to establish micro-businesses responding to market demand for products and services.
2. *Project Area.* The project is national in scope and covers all nine maritime governorates along the Yemeni coast, namely Hajjah, Hodeida, Taiz, Lahej, Aden, Abyan, Shabwah, Hadramaut and Al Mahara.
3. *Goal and Objective.* The project's goal is to improve the economic status of small fisher households. Its objective is to create sustainable economic opportunities for poor women and men in fishing communities.
4. *Outputs.* The project is expected to: improve knowledge on the status of fisheries resources; develop and implement plans for the sustainable management of fisheries resources; improve and expand the licensing system to all value chain actors; empower fisheries inspectors to enforce regulations; develop safety-at-sea regulations and improve safety awareness; stimulate the growth and technological improvement of the fisheries value chain and of rural businesses; link fishers' organisations with processors/exporters through contractual arrangements; promote compliance with international food quality and safety standards; develop modern economic infrastructure in support of the fisheries value chain; create a legal framework and services for aquaculture; strengthen fishers' organizations and assist fishers to form new organizations where existing organizations are weak; and, expand the rural outreach of financial institutions and enhance access to sustainable rural financial services.
5. *Components.* The Project shall consist of two components: (a) sustainable resource management; and, (b) value chain development.

A. Component 1: Sustainable Resource Management

This component aims to enable the MFW to develop, execute and enforce fisheries management measures in order to ensure the sustainability of the fisheries resource base. It will create the required legal, institutional and human resource capabilities and will support the development of fisheries research capacity to improve the scientific knowledge base on which informed fisheries management decisions can be taken.

A.1. Sub-component: Regulatory Compliance and Risk Management. This sub-component will support the improvement and expansion of the fisheries licensing system. It will also train and equip MFW fisheries inspectors and YCG officers to enforce regulations and to improve at sea and on-shore monitoring, control and surveillance. Safety-at-sea will be improved by introducing regulations on safety equipment and fishing vessel construction, and access to adapted insurance products will further reduce fishers' vulnerability to risk.

A.2 Sub-component: Fisheries Research and Management. This sub-component will support fisheries research activities and fisheries management planning. It will build FRA's capacity to provide research services and technical, scientific and strategic advice for

fisheries management. It will upgrade FRA's equipment and facilities, train research staff, and strengthen management capacity. It will support the development and execution of fisheries management plans for selected species/geographical regions of commercial and/or ecological importance which are currently threatened by fishing activities. It will also support a major stock assessment programme on commercially important species in the Red Sea and Gulf of Aden to determine the extent of over-fishing, inform sustainable resource management, and allow the long-term strategic development of the sector.

B. Component 2: Value Chain Development

This component aims to sustainably increase the incomes of poor fishers, micro and small entrepreneurs, and women and men workers in fisheries communities.

B.1 Sub-component: Value Chain Modernisation. This sub-component will invest in fisheries value chain upgrading, aquaculture, export and domestic market expansion, and micro/small enterprise development. It will support fishers to improve quality of landed fish, facilitate integration with processors/exporters, and foster contractual linkages between fishers' organisations and processors/exporters. The value chain will be upgraded by providing fishers with training, enhancing access to improved technologies, improving fish handling practices, ensuring the integrity of the cold chain, and promoting compliance with hygiene/quality standards. The project will invest, jointly with selected fishers' organisations, in mother/transport boats and ice plants using financial instruments such as venture capital financing modalities. It will also invest in grant-financed public and social infrastructure, and in equity-financed productive infrastructure, jointly with selected fishers' organisations, within selected landing sites. The productive infrastructure will be developed through financial instruments such as venture capital financing modalities. Investments will be subject to environmental impact assessment. The project will develop aquaculture in a technically sound and environmentally sustainable manner. It will assist Government to develop a proper legal and institutional framework and strategy for aquaculture. It will provide technical training and business support to poor coastal women and men interested in aquaculture, facilitate vertical integration with processors/exporters through supply chain managers, and promote joint venture investments between processors/exporters and fish farmers. The project will also promote the creation or expansion of relevant micro and small enterprises in coastal communities.

B.2 Sub-component: Fishers' Organizations and Financial Services. This sub-component will strengthen the capabilities of fishers' organisations to represent their communities at policy and strategic levels, to own and manage assets, and to provide services to their members. Based on a comprehensive due diligence exercise for fishers' cooperatives, the project will work with selected well-performing fishers' cooperatives for investments in value chain upgrading. Where existing organizations are weak, the project will assist local communities to establish new fishers' organisations. The project will also increase the outreach of microfinance institutions in coastal areas, and will support the development of new products and services adapted to fishers, their households and their organizations in order to ensure access to diversified financial products and services. The project will support licensed microfinance institutions to utilise the Post Office network to channel funds to and from fishers' communities.

II. Implementation Arrangements

A. Project Management

1. The Economic Opportunities Fund (EOF), created by Presidential Decree, will be the Lead Project Agency and will be responsible and accountable for the management and implementation of the Project. The EOF is a public-private partnership working to improve the economic status of poor women and men in rural areas. It is governed by a Board of Directors representing the public and private sectors. The Board is responsible and accountable for guiding the EOF under principles of good governance, transparency, equity, business ethics, efficiency, sustainability and corporate social responsibility. Under the Project, the MFW and a fisheries-related private sector entity will become EOF Board members. The EOF will convene regular meetings with participating fishers' organizations to ensure that its strategic and operational agenda is driven by the concerns of the target groups.

2. The EOF consists of three offices: the administration office responsible for financial management, procurement and contracting, monitoring and evaluation; the investment office responsible for managing value chain investments, economic infrastructure and financial services; and, the capacity building office responsible for mobilising beneficiary organizations and organising advisory services. A project liaison unit will be established within MFW for coordination of the sustainable resource management component. The EOF's CEO and core professional staff will be selected by the Board based on a competitive recruitment process subject to IFAD approval, and will receive highly competitive salary levels

B. Project Implementation

1. The project will be managed by the EOF and implemented by contractual service providers on performance-based contracts. The procurement and contracting of service providers for the implementation of Project activities will be subject to IFAD prior review and concurrence.

2. The annual work plan and budget (AWPB) will be prepared by office managers of the EOF through a participatory approach with stakeholders, internally reviewed and consolidated, and approved by the EOF's CEO. The proposed AWPB will subsequently be reviewed and approved by the EOF's Board of Directors, and then submitted to Recipient, IFAD and cofinanciers for review and concurrence.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the grant and the allocation of the amounts of the grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	% of eligible expenditure to be financed
I. Vehicles, Equipment and Materials	330 000	100% net of taxes and co-financer's contributions
II. Training, TA and Contractual Services	2 190 000	100% net of taxes, co-financiers', beneficiaries' and EOF contributions
III. Financial Instruments	2 385 000	100% net of taxes, co-financiers' , beneficiaries' and MFIs' contributions
IV. Operating Costs	315 000	100% net of taxes, co-financiers' and EOF contributions
Unallocated	580 000	
TOTAL	5 800 000	

- (b) The terms used in the Table above are defined as follows:
- (i) "vehicles, equipment and materials" includes the cost of vehicles, equipment, materials, inputs and similar items;
 - (ii) "financial instruments" includes venture capital modalities, insurance products and other financial instruments;
 - (iii) "operating costs" includes the costs of salaries, allowances and all other operating costs.

Schedule 3*Special Covenants*

For the purposes of this Agreement the Recipient shall ensure that the following provisions are complied with:

1. Gender. The Recipient shall ensure that the Project benefits are also delivered to poor rural women in the Project area. The Project AWPB and progress reports shall be disaggregated by gender as appropriate.
2. Until such time that the FAs and FRA are established and staffed, the Recipient shall indicate in each withdrawal application whether the related expenditures are linked to Component 1 (Sustainable Resource Management).

Key reference documents

Country reference documents

Development Plan for Poverty Reduction 2006-2010

IFAD reference documents

Country Strategic Opportunities Paper 2008-2013 (2007)

Project Concept Note and Key Files (2010)

Project Final Design Report (2010)

Other miscellaneous reference documents

Yemen Country Profile 2009, Economist Intelligence Unit (2009)

Yemen Country Reports, January-October 2010 (2010)

Country Assistance Strategy 2010-2013, International Development Association (2009)

FAO Yearly Statistics (FAOSTAT, AQUASTAT)

Cadre logique

Objective Hierarchy	Key Performance Indicators	Monitoring Mechanisms and Information Sources	Assumptions(A)/Risks (R)
Goal			
Economic status of poor rural women and men improved	<ul style="list-style-type: none"> Households with improved asset ownership index Reduction in prevalence of malnutrition for children Households receiving project services Households with increased incomes/food security 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline & impact surveys (gender disaggregated) M&E and impact assessments Government health/socio-economic statistics Project completion report RIMS annual reporting and impact surveys 	<ul style="list-style-type: none"> Stable internal security (A) Reduction of acts of piracy (A) Governance improves (A) Macro-economic conditions improve
Purpose/Objective			
Sustainable economic opportunities for poor fishers and fishers' households created	<ul style="list-style-type: none"> Sustainable integrated landing complexes operational Sustainable mother ships/transport boats operational Sustainable aquaculture farms in production Viable MSEs after 3 years Full-time job equivalents created by gender Beneficiaries receiving services by gender 	<ul style="list-style-type: none"> M&E evaluation and assessment Monitoring/control data from MFW Fishers' Cooperative Union/Yemen Seafood Exporters Associations data Fisheries management plans and annual reviews 	<ul style="list-style-type: none"> Stable internal security (A) Reduction of acts of piracy (A) MFW restructuring completed (A) Law for aquaculture enacted (A) Drop in fish prices market (R) Decline in fish stocks (R)
Outputs			
Ministry of Fish Wealth's capacities strengthened	<ul style="list-style-type: none"> Laws/regulations enforced by trained inspectors Licensing system strengthened and fees allocated Safety-at-sea regulations enforced MFW and YCG staff trained and equipped 	<ul style="list-style-type: none"> Enforcement statistics from MFW and YCG Licensing statistics from MFW Monitoring/control data from MFW M&E evaluation and assessment 	<ul style="list-style-type: none"> MFW restructuring completed (A)
Fisheries resources properly managed	<ul style="list-style-type: none"> Biological status of high value fish stocks updated Fisheries management plans implemented Depleted fish stocks regenerated Fishers' cooperatives involved in fisheries management 	<ul style="list-style-type: none"> Stock assessment report Fisheries management plans M&E evaluation and assessment Fishers' cooperatives reports 	<ul style="list-style-type: none"> MFW restructuring completed (A) Licensing system implemented (A) Fishers' cooperatives involved (A)
Diversified fisheries value chains developed	<ul style="list-style-type: none"> Integrated landing complexes constructed Health and quality standards are complied with Forward contracts signed by fishers' organisations Aquaculture law enacted and activities implemented Fish products exported to high value markets; 	<ul style="list-style-type: none"> M&E evaluation and assessment Landing complex reports Contracts with processors/exporters Aquaculture statistics Export statistics from Government and exporters 	<ul style="list-style-type: none"> Exporters/processors interested in contracts with fishers' organizations (A) Export markets accessible to Yemeni products (A);
Fishers' organizations capacities strengthened	<ul style="list-style-type: none"> Fishers' organizations comply with regulations Fishers' organizations participate in management Fishers' organizations own/manage landing sites Union of Fishers' Cooperatives is strengthened. 	<ul style="list-style-type: none"> M&E evaluation and assessment Ministry of Social Affairs registry Fishers' cooperatives reports Project reports 	<ul style="list-style-type: none"> Cooperatives closed by Government (R)